

Rapport sur la croissance 2012-2015: constat alarmant et mesures trop timorées

18.06.2012

D'un coup d'oeil

Le Conseil fédéral a approuvé le rapport relatif à la politique de croissance de la Suisse pour la législature en cours. Celui-ci révèle qu'entre 2008 et 2011, la productivité du travail a reculé dans tous les secteurs. Ce constat a beau être alarmant, le rapport n'en propose pas moins aucune piste concrète ou presque pour y remédier. Pire encore, certaines ébauches de solutions sont contre-productives. *economiesuisse* s'attendait à des propositions de réformes plus courageuses et contraignantes de la part du Conseil fédéral.

Le Conseil fédéral a approuvé le rapport relatif à la politique de croissance de la Suisse pour la législature en cours. Celui-ci révèle qu'entre 2008 et 2011, la productivité du travail a reculé dans tous les secteurs. Ce constat a beau être alarmant, le rapport n'en propose pas moins aucune piste concrète ou presque pour y remédier. Pire encore, certaines ébauches de solutions sont contre-productives. *economiesuisse* s'attendait à des propositions de réformes plus courageuses et contraignantes de la part du Conseil fédéral.

Le rapport sur la croissance 2012-2015 du Conseil fédéral le dit clairement : la Suisse souffre d'un grave déficit de croissance de la productivité du travail. Même si l'on fait abstraction du secteur bancaire durement touché par la crise, force est d'admettre que le niveau moyen de productivité du travail a marqué le pas durant les années 2008-2011. Autrement dit, les bases d'une progression réelle du revenu et, partant, de la prospérité n'ont pas été créées. Si la Suisse a bien résisté à la crise financière et économique, c'est uniquement grâce à une hausse de l'emploi. Comme le souligne à juste titre le rapport sur la croissance, ce constat est alarmant. D'où l'importance cruciale de mesures et de réformes destinées à stimuler la croissance.

Réformes trop timorées

Malgré ce constat inquiétant, le rapport sur la croissance ne fournit guère de propositions ni de solutions concrètes. La plupart des projets de réformes restent flous ou manquent d'ambition. Ainsi, le Conseil fédéral mentionne certes la nécessité de consolider financièrement la prévoyance vieillesse, mais il ne fixe aucun objectif contraignant pour l'introduction d'une règle de pilotage selon le modèle du frein à l'endettement. Il en va de même dans le domaine de la politique agricole, où un programme de réformes digne de ce nom fait défaut. Or l'agriculture, qui accuse un recul de la productivité du travail (dont le niveau était déjà faible) de 1,45 % en l'espace d'une année, est l'un des secteurs économiques qui entrave le plus la croissance. Seule une profonde réforme structurelle et une ouverture du marché aussi rapide que possible permettront d'inverser cette tendance.

economiesuisse l'a déjà dit et répété maintes fois : mettre en œuvre des mesures de politique environnementale pour atteindre des objectifs autres qu'écologiques, comme la création d'emploi ou précisément la croissance, est inacceptable du point de vue économique. Les expériences faites en la matière à l'étranger en sont la preuve irréfutable. Pourtant, le Conseil fédéral cite la

réforme fiscale écologique et la stratégie énergétique 2050 parmi les mesures de croissance préconisées. Dans les faits, toutefois, une telle réforme risque de freiner la croissance, puisqu'elle conduirait à un alourdissement de la charge fiscale et à une nette détérioration des conditions cadres internationales pour notre industrie.

Réforme de l'imposition des entreprises III : il faut aller de l'avant

economiesuisse se félicite en revanche que le rapport sur la croissance mentionne explicitement la réforme de l'imposition des entreprises III. Le renforcement de la compétitivité de notre place économique et, partant, de son potentiel de croissance passe en effet par une amélioration constante des conditions fiscales pour les entreprises. En récompensant ainsi la prise de risques et l'esprit d'innovation de nos entreprises, on crée les bases pour une hausse durable de la productivité.